



Le Canada en guerre et le lobby militaire en action. Jamais assez! Toujours plus!

Par [Prof. Jules Dufour](#)

Mondialisation.ca, 05 mai 2017

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

L'armée du Canada n'en a jamais assez. Elle réclame sans cesse plus de ressources pour l'acquisition de nouveaux équipements de combat et, notamment, de nouveaux jets bombardiers. Elle se prépare à la guerre en se soumettant aux demandes répétées des États-Unis qui en exigent sans cesse davantage des autres membres de l'OTAN. Cette semaine, le ministre de la Défense, Harjit Sajjan, a souligné, dans un discours, le sous-financement chronique de l'armée canadienne en apportant des exemples tels que celui du vieillissement de cinq navires dont deux ont dû être remisés avant que leur remplacement ne soit terminé.

Les lamentations du lobby militaire sont sans cesse à l'ordre du jour. Plus de ressources pour le combat contre des « ennemis potentiels » du Canada ne faisant face à aucune menace ou agression à l'endroit du territoire, aucune menace proférée contre le Canada. Alors qu'est-ce qui amène le gouvernement canadien à consacrer près de 20 milliards de dollars par année pour la guerre ou pour sa préparation? Nous connaissons la réponse : Les engagements du pays envers l'OTAN et le NORAD, le résultat d'une soumission totale envers les desiderata de Washington et de l'impérialisme ainsi que les ingrédients nécessaires pour nourrir les industries de la mort au pays et à l'étranger.

Le lobby militaire poursuit sans cesse sa croisade pour plus de ressources financières et ce au détriment des autres secteurs de l'économie. Celui-ci se base sur les recommandations de la « sainte » alliance de l'OTAN dont le principal protagoniste, les États-Unis, exigent que les membres de cette alliance consacrent 2% de leur PIB à la défense. Un chiffre qui semble minuscule et qui entre dans l'esprit comme un petit rien qui n'endommage pas le budget national. Et ces comparaisons avec les dépenses militaires des autres membres de l'OTAN : Le Canada ne fait pas bonne figure est l'expression consacrée et répétée *ad nauseam* : Depuis 2009, le Canada n'accorderait que 1,11% de son PIB pour son armée, et seulement 12,5% de son budget militaire est alloué aux équipements – soit environ la moitié des objectifs de l'OTAN dans les deux cas (Cliche, J.-F., le Soleil, 4 mai 2017, p. 6).

Malheureusement, les médias traditionnels font le jeu des militaires en présentant un tableau sommaire de la situation et en passant rapidement aux conclusions habituelles : Le Canada dépense chroniquement moins dans son armée et dans ses équipements militaires que ce que l'OTAN considère nécessaire pour que chaque pays de l'Alliance puisse remplir ses engagements (Cliche, J.-F., le Soleil, 4 mai 2017, p. 6). Ce genre d'articles dans la presse est plutôt chiche d'informations pertinentes. Le discours de l'OTAN est repris à la lettre. Aucune rétrospective concernant les dépenses militaires du pays. Le message livré est celui de la soumission envers l'US-OTAN. Aucune allusion à une consultation du public même si c'est lui qui paye la facture. La campagne pour la promotion de la guerre est permanente.

Le Canada est de plus en plus un pays guerrier et agressif sur la scène internationale. Le régime conservateur, pendant une décennie, a rétabli la situation au grand plaisir de son maître et voisin du Sud. Nous avons proposé plusieurs analyses de cette question qui ont été publiées dans le Centre de recherche sur la Mondialisation de Montréal (voir la liste des références). Nous proposons, ici, de faire une rétrospective des dépenses militaires engagées par le Canada depuis le début du siècle.

Nous avons présenté, à partir de 2007, l'importance des dépenses militaires du Canada et analysé leur impact sur l'ensemble de l'économie et de la société. Nous reproduisons, ici, quelques extraits des propos que nous avons tenus concernant cette réalité extrêmement importante, mais le plus souvent traitée en catimini.

Parmi les faits les plus notables concernant les dépenses militaires du Canada durant cette période notons l'achat, en 2007, de matériel de guerre et de services de soutien connexes pour une valeur de 17,1 milliards de dollars, l'acquisition, en 2009, de 108 à 138 véhicules de combat approché ou véhicules blindés pour l'armée de terre et pour [la modernisation de 550 blindés légers VBLIII existants pour une somme de cinq milliards de dollars](#), la décision qui a été prise par le Gouvernement canadien en juillet 2010, de faire l'acquisition de 65 avions d'attaque interarmées (JSF) F-35 pour la somme totale estimée de seize milliards de dollars en incluant les contrats d'entretien (figure 1) et, en 2011, la construction en terre canadienne de 21 navires de combat (croiseurs de combat, destroyers ou cuirassés) pour un coût total évalué à 25 milliards de dollars sans oublier quelques navires de taille plus modeste pour une somme de huit milliards de dollars de même que 120 petits navires pour deux milliards de dollars (<http://fr.canoe.ca/>) (Dufour, [Des navires de guerre pour le Canada. Le réarmement du pays se poursuit dans l'indifférence](#), 22 octobre 2011) (figure 2). S'ajoutent à cette liste des investissements pour l'achat de navires de guerre et la construction d'un port en eaux profondes dans l'Arctique pour une somme de sept milliards de dollars. Un calcul de ces dépenses porte la facture, pour ces équipements, à plus de 70 milliards de dollars.

Figure 1. Le Lockheed Martin F-35 Lightning II (JSF)



Source

: <http://www.abc.net.au/news/2014-03-12/the-lockheed-martin-f-35-lightning-ii-joint-strike/5316356>

Figure 2. Le destroyer de classe Iroquois



Source

: <http://shaneforce.skynetblogs.be/archive/2004/07/14/ncsm-iroquois-force-naval-canadienne>.

html

2007. Course effrénée aux dépenses militaires

« L'année 2007, avec l'application de la politique «Le Canada d'abord», a été une année faste pour la grande famille militaire canadienne, soit la Défense nationale et les industries de l'aérospatiale et de la défense. Le gouvernement canadien, en effet, annonçait, en mai dernier, l'achat de matériel de guerre et de services de soutien connexes pour une valeur de 17,1 milliards de dollars. Des avions de transport stratégique et tactique, des hélicoptères de transport, des camions logistiques, des composants connexes sur les plans de la logistique et de l'entraînement, des navires ravitailleurs, des navires de patrouille armés pour l'Arctique, etc. En septembre, le total des dépenses avait dépassé les 22 G\$ sans compter les coûts d'entretien ».

Nos conclusions : « Des dizaines de milliards de dollars sont désormais engagés dans le processus de réarmement du Canada et ce pour de nombreuses années et l'année 2007 en marquera le point de départ. Des décisions sont prises par un gouvernement minoritaire qui mobilise l'ensemble des ressources du pays sans rencontrer une véritable opposition. Des dépenses qui trouvent une certaine légitimité dans un programme de propagande gouvernementale bien appuyé par les médias ».

« Il y a lieu de nous demander ce qui se passe dans notre société. S'est-elle à ce point transformée pour se confondre à celle des États-Unis? Il est bien difficile de penser qu'une telle métamorphose ait pu s'opérer en profondeur et il est permis d'espérer que le bon sens de la paix sans armes devrait un jour triompher ».

« Le mouvement pacifiste canadien lance une campagne nationale contre ce processus. En effet, le 9 février prochain se tiendront des audiences publiques à Montréal sur le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan. Selon les propos du Collectif Échec à la guerre : «Si nous voulons en finir avec la guerre et le militarisme, avec les atrocités, la destruction, la dévastation et le gaspillage qui en résultent, il est donc impérieux que les citoyenNEs et les organismes de la société civile expriment haut et fort leur volonté à cet égard et fassent cesser les tergiversations politiciennes. Alors qu'il y aura vraisemblablement déclenchement d'élections fédérales assez tôt en 2008, nous devons faire en sorte que le retrait des troupes canadiennes en soit un enjeu majeur» (Collectif Échec à la guerre, 2008) (<http://www.mondialisation.ca/canada-course-effr-n-e-aux-d-penses-militaires/7826>).

2009. De nouveaux blindés pour le Canada (figure 3)

Les craintes que nous avons exprimées concernant le processus du recyclage des plans de sauvetage financier dans le réarmement planétaire (mondialisation.ca) viennent de se concrétiser au Canada avec l'annonce d'un investissement majeur de cinq milliards de dollars dans le secteur de la défense dévoilé par le ministre Peter Mackay le 8 juillet dernier (Castonguay, 2009).

Cette somme servira à l'acquisition de 108 à 138 véhicules de combat approché ou véhicules blindés pour l'armée de terre et pour la modernisation de 550 blindés légers VBLIII existants « rendus hors d'usage en raison des conditions extrêmes (qui prévalent sur le champ de bataille) de Kandahar, avec la poussière, les variations de température et les attentats» (Castonguay, 2009) ([En pleine récession économique, de nouveaux blindés pour le Canada](#)).

Figure 3. Véhicule blindé Bison



Source : <http://www.army-armee.forces.gc.ca/fr/vehicules/index.page>

Nos conclusions :

« Nous assistons à un scénario bien connu: Des investissements majeurs pour la guerre en pleine tourmente économique. Quelques deniers pour les pays pauvres et aussi moins de ressources pour les pauvres des pays riches.

Le gouvernement du Canada a mis le pied dans ce processus de réarmement du pays en mai 2008 avec la présentation de son plan de défense «Le Canada d'abord» en rencontrant très peu d'opposition tant de la part des partis politiques que de celle de la société civile. Il a inscrit peu à peu la logique de guerre à l'intérieur de l'économie canadienne en justifiant sans cesse ces dépenses militaires par sa participation à la «mission» de la Coalition en Afghanistan, participation qui, nous osons l'espérer, devrait officiellement prendre fin en 2011. Par la suite, d'autres raisons seront invoquées et les menaces à la souveraineté du Canada dans l'Arctique reviendront sans doute à la surface ».

III. 2009-2010. [Le réarmement du pays. La danse des milliards pour la guerre](#)

« Selon M. Munger, se basant sur les données d'un rapport du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), « le pays consacre 21,19 G\$ aux militaires pour l'exercice budgétaire 2009-10. Le budget des forces armées dépasse même l'époque de la Guerre Froide de 15%. À l'époque, le Canada fournissait 10% des troupes pour les missions de maintien de la paix ».

« Comparativement, le budget de la Défense est 20 fois plus important que celui de l'Environnement. Selon le CCPA, la mission en Afghanistan entraîne environ la moitié des dépenses qui se sont ajoutées depuis les attentats de 2001. Si les hausses budgétaires pour l'armée ont commencé en 1999, la tendance s'est accélérée au Canada et aux États-Unis depuis 2001 ».

« Selon la stratégie de défense lancée par Ottawa en 2008, la croissance se poursuivra à un rythme annuel de 0,6% jusqu'en 2027-28 selon les données ajustées pour tenir compte de l'inflation. Cela ferait progresser le budget à 21,3 G\$ par année en dollars de 2009 ou à 31,3 G\$ en devises de 2027. L'Afghanistan y ajouterait un montant de 1,5 G\$ par année » (Les dépenses militaires à un sommet au Canada, le 4 janvier 2010).

« Un coup d'œil sur le site Internet du ministère de la Défense nationale permet de constater que le Canada a consacré, entre 2006 et 2009, la somme totale de \$26.39 milliards de dollars pour l'acquisition, la mise à niveau ou la réparation d'équipements pour les Forces armées canadiennes, dépenses considérées comme étant parmi les plus importantes à ce chapitre » (forces.gc.ca).

Dans cet environnement des dépenses militaires du Canada il ne faut pas oublier la décision qui a été prise par le Gouvernement canadien en juillet 2010, de faire l'acquisition de 65 avions d'attaque interarmées (JSF) F-35 pour la somme totale estimée de seize milliards de dollars en incluant les contrats d'entretien.

« Selon la Stratégie de défense Le Canada d'abord, les Forces canadiennes vont faire l'acquisition de chasseurs de la nouvelle génération pour remplir leurs principales missions de défense de la souveraineté de l'espace aérien canadien et nord-américain dans le cadre du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et pour donner au Canada une capacité aérienne efficace et moderne en vue des opérations internationales » ([Le site des forces armées canadiennes](#)).

Nos conclusions :

« Encore le même scénario que ceux des autres projets d'acquisition d'équipements militaires. Aucune question posée sur la justification de ce projet. Aucun débat public bien organisé. Le seul débat qui est rapporté dans les médias est celui des retombées régionales de ces dépenses. On parle alors de la création de 20 000 emplois durables pendant une période de 20 à 30 ans ».

« Les contrats accordés pour la réalisation du projet militaire ont été adjugés à deux entreprises canadiennes, la première située à Halifax, la Halifax Shipyards et l'autre à Vancouver, la société Seaspan Marine Corp. Les retombées régionales de ces contrats sont considérées comme majeures pour ces deux régions qui bénéficient ainsi des dividendes de la préparation à la guerre. Une autre entreprise en lice lors de l'appel d'offre, la Davie de Lévis, Québec, n'a pas été retenue, ce qui a provoqué la grogne et la colère dans la région de Québec ».

« Comment peut-on accepter d'engager tant de ressources pour la préparation à la guerre ? Comment pouvons-nous accepter de telles dépenses quand on assiste à un appauvrissement progressif de la population canadienne et à un effondrement de l'économie des pays les plus pauvres causé par la crise économique mondiale ? Nous le savons bien. Les mêmes sommes investies dans le développement économique et social

aurait créé trois fois plus d'emplois. Nos sentiments profonds concernant cette décision gouvernementale prise en dehors de tout débat public vont de l'indignation à la honte de voir le pays abandonner carrément le caractère pacifique de ses interventions à travers le monde et ce en s'affichant ainsi de plus en plus comme un serviteur inconditionnel de Washington et un membre proactif de l'OTAN ».

« Il est urgent, dans ce contexte, de manifester notre indignation devant « la spirale guerrière et antidémocratique dans laquelle le Canada s'enfonce de plus en plus », de dénoncer les va-t'en guerre ici même au Canada, de rejeter catégoriquement le faux discours de la « guerre contre le terrorisme et l'implication militaire, directe ou indirecte, du Canada aux côtés des États-Unis dans le cadre d'une politique visant à étendre leur hégémonie à l'ensemble de la planète et d'appeler la population québécoise à se mobiliser pour contribuer à renverser cette dynamique mondiale destructrice en exigeant du Gouvernement du Canada :

- Le retrait immédiat des troupes canadiennes de l'Afghanistan;
- La réduction importante des dépenses militaires et la tenue d'un vaste débat public sur la politique étrangère canadienne, le rôle de l'armée, l'industrie militaire et le commerce des armes;
- La fin du partenariat militaire avec les États-Unis, y compris le retrait du Canada de l'OTAN, la fin de son discours d'instrumentalisation des droits des femmes et de promotion de la « responsabilité de protéger » pour justifier la guerre et la condamnation ferme de toute intervention non conforme au droit international; et de la communauté internationale : le renouvellement démocratique de l'ONU, notamment par le respect intégral de sa Charte, le renforcement du rôle de l'Assemblée générale et une réforme en profondeur du Conseil de sécurité dont l'abolition du droit de veto et l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU concernant l'implication des femmes dans la prévention et le règlement des conflits ainsi que les processus de paix » ([Déclaration.pdf](#)).

2011. [Des navires de guerre pour le Canada. Le réarmement du pays se poursuit dans l'indifférence.](#)

« Le Canada poursuit le processus de réarmement du pays avec la construction de navires pour la Marine et la Garde côtière, soit 21 navires de combat (croiseurs de combat, destroyers ou cuirassés) pour un coût total évalué à 25 milliards de dollars, quelques navires de taille plus modeste pour une somme de huit milliards de dollars et 120 petits navires pour deux milliards de dollars (<http://fr.canoe.ca/>). Parmi les navires de plus grand gabarit on construira 15 navires de combat de surface pour la Marine et de six à huit navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique pour la Garde côtière canadienne ».

« Cette nouvelle annoncée le 19 octobre dernier n'est qu'une partie des dépenses militaires prévues dans la stratégie de défense Le Canada D'abord qui prévoit consacrer près de 500 milliards de dollars pour l'acquisition d'équipements militaires au cours des vingt prochaines années. Cette stratégie fait ainsi appel à un « financement constant et à long terme ...qui permettra de fournir aux Forces canadiennes l'équipement dont elles ont besoin pour former une force moderne, souple et capable de défendre le Canada et les intérêts des Canadiens pendant de nombreuses années » (<http://www.forces.gc.ca>).

2016. [Le Canada s'active sur le marché mondial de l'armement et sur les théâtres de guerre](#)

« Au cours de la dernière année, le Canada a cherché à mieux se positionner dans le marché mondial des produits de la Défense. Il a, dans les faits, poursuivi l'élan donné par le régime conservateur en cherchant à devenir l'un des pays les plus guerriers de la planète et ce en participant activement dans la course mondiale aux armements et au réarmement planétaire et en laissant plus de liberté aux entreprises canadiennes le soin d'exporter là où se trouvent les marchés les plus lucratifs et prometteurs, soit en premier lieu dans les pays membres de l'OTAN et, ensuite, dans plusieurs pays du Moyen Orient, de l'Afrique et de l'Asie ».

Nos conclusions : « Nous l'avons déjà évoqué, le Canada continue de consacrer des ressources considérables avec des dépenses de 20.076 milliards CAN\$ en 2014 et de 18.942 milliards en 2015 pour la Défense, le réarmement du pays avec, notamment, la construction de 21 navires de combat (croiseurs de combat, destroyers ou cuirassés) pour un coût total évalué en 2011 à 25 milliards de dollars, des engagements astronomiques pour des avions bombardiers F-35 et sa quote-part versée au NORAD et à l'OTAN. Le Canada alloue également des ressources importantes dans le processus de militarisation de l'Arctique. Ce qui était annoncé en 2007: Six à huit navires de patrouille afin de protéger les eaux côtières canadiennes, incluant le passage du Nord-Ouest. Le coût du projet était estimé à sept milliards de dollars sur une période de 25 ans (Meissner, D., 2007) y compris la construction d'un port en eau profonde ».

Sur la scène internationale le Canada s'est comporté en bon subordonné des grandes puissances. Il apporte largement sa contribution. Il participe à la consolidation de la forteresse de l'Amérique du Nord de G.W. Bush dans le cadre du NORAD. Il poursuit sa collaboration avec l'Ukraine dans son programme d'entraînement des forces armées et il se présente comme l'un des protagonistes les plus actifs dans le renforcement du système global de défense de l'Europe de l'Est. Il est membre de la coalition des 60 pays qui livrent une guerre interminable au Moyen-Orient. Ne l'oublions pas, le Canada est le second exportateur d'armements dans cette région. Après l'Europe de l'Est et le Moyen-Orient le continent africain va s'ouvrir peu à peu aux opérations de militarisation par le Canada qui cherche à se joindre à la Chine, à la France, au Royaume-Uni et à plusieurs anciens pays colonialistes qui continuent de convoiter les ressources naturelles stratégiques de ce vaste espace : « Selon des reportages, le déploiement des Forces armées canadiennes en Afrique pourrait comporter jusqu'à 1000 soldats ainsi qu'un groupe de chasseurs CF-18 » (mondialisation.ca). Ces forces pourraient être déployées en République du Mali et dans la Centrafrique et se présenteraient comme en mission de maintien de la paix tout en accompagnant les grandes puissances dans les guerres qu'elles préparent ou livrent et, notamment, celle qui affecte la Libye ».

« Devant cet agir, nous ne pouvons que manifester notre grande indignation et notre réprobation. Pourquoi cette velléité de domination et de participation à l'édification du complexe militaro-industriel mondial et à son processus d'expansion continue? Le silence et l'indifférence observés au Canada concernant cette réalité constituent le plus grand obstacle qui se pose dans la recherche de la paix par la justice sociale et la solidarité entre les peuples ».

2017. [Le retour des avions de combat du Canada dans l'espace aérien de la Syrie. Un autre acte de guerre.](#)

« Après avoir annoncé le retrait de ses avions de combat du Moyen-Orient au moment de prendre le pouvoir en 2015 le gouvernement de Justin Trudeau, bien encadré par la Grande

Alliance occidentale que constitue l'OTAN, vient de décider un retour affirmé et offensif en Syrie afin de combattre les tenants de l'État islamique avec ses partenaires européens qui se considèrent comme étant, comme lui, pacifiques sous toutes les latitudes ».

« Les actes de guerre du Canada se multiplient sous la férule de l'USA-OTAN. À l'instar de son voisin du Sud le pays applique une politique étrangère « agressive » au Moyen-Orient et en Europe orientale. Il intervient dans le continent africain sous la bannière des Nations Unies en se donnant les qualités d'un pays inspiré par les concepts du maintien de la paix. Le tout se fait sous la marque d'un discours fallacieux qui amène l'opinion publique à penser que ces interventions sont non seulement nécessaires mais s'avèrent comme étant une mission dans le contexte de la guerre mondiale contre le terrorisme. Encore une fois le syndrome de l'ennemi vient hanter les esprits en apportant des éléments qui justifient les données du discours officiel ».

Nos conclusions :

Une augmentation importante des dépenses militaires. Un lourd fardeau pour les finances publiques. Les dépenses militaires du Canada ont connu une hausse importante de 20% au cours de la dernière décennie passant de 16 à 20 milliards de dollars (SIPRI Milex Data 1988-2014) (tableau 3).

Tableau 3. Évolution des dépenses militaires du Canada (2005-2014)

Année	Total
2005	16001
2006	17066
2007	19250
2008	21100
2009	21828
2010	10255
2011	20607
2012	20276
2013	18593
2014	19538

Source : SIPRI

« Selon l'analyse de Philippe Hurteau proposée en 2012, « bien que depuis la fin des années 1990 les dépenses militaires connaissent une hausse continue au Canada, une recrudescence de cette tendance est observée sous l'égide du gouvernement Harper... Les dépenses militaires au Canada ont augmenté de 8 G\$ entre 2005-2006 et 2010-2011, soit une augmentation de 54,2 %. Fait intéressant à relever, le niveau actuel des dépenses militaires au Canada est plus élevé qu'à n'importe quel moment depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale » (<https://www.ababord.org/Le-Canada-un-pays-qui-se>).

Un fardeau plus lourd pour l'économie canadienne et les finances publiques

« Selon le même auteur, « il est important de mettre en lumière le fardeau de plus en plus lourd que représentent les dépenses militaires pour l'économie canadienne et les finances publiques. La part des dépenses militaires dans l'économie canadienne, soit la part de ces dépenses dans le PIB canadien, est en croissance depuis 2005. À la fin des années 1980, cette part avait grandement diminué en raison de la fin de la guerre froide, jusqu'à atteindre un plancher de 1,1 % du PIB en 2000. Depuis, la part des dépenses militaires dans l'économie a connu une hausse de 43 % » (<https://www.ababord.org/Le-Canada-un-pays-qui-se>).

« La part des dépenses militaires du PIB projetée pour 2011, soit 1,6 %, situe le Canada parmi les pays du monde qui font les plus importants investissements en ce domaine. À titre comparatif, mentionnons que les autres pays du G8 qui ne sont pas membres du conseil de sécurité de l'ONU (soit l'Allemagne, l'Italie et le Japon) consacrent en moyenne 1,3 % de leur PIB aux dépenses militaires. À 1,3 %, la moyenne des pays de l'OCDE est également plus basse que le taux de dépenses militaires affiché par le Canada ».

« Du point de vue des finances publiques, la situation canadienne est également problématique en raison de la part toujours grandissante qu'occupent les dépenses militaires au sein du budget global de l'État canadien...le gouvernement fédéral consacrait, en 2000, 6 % de son budget au financement de la Défense nationale. Depuis, la hausse est constante et rapide. En 2011, il est estimé que la part des dépenses budgétaires du gouvernement canadien accaparée par les dépenses militaires aura atteint près de 8 % ».

« Bref, les dépenses militaires représentent un poids toujours plus lourd à porter pour les Canadiennes et les Canadiens sans que ces dépenses produisent nécessairement des retombées avantageuses pour la collectivité. Du point de vue économique, il s'agit en effet d'un secteur d'activité contestable en raison des « pertes humaines » immanquablement associées à l'industrie militaire ; et du point de vue des finances publiques, le gouvernement, pour chaque hausse des dépenses militaires, réduit d'autant sa capacité d'action dans ses autres sphères d'activité » (<https://www.ababord.org/Le-Canada-un-pays-qui-se>).

[\(Canada. Dix années de gouvernance conservatrice rétrograde et destructrice des valeurs canadiennes \(2006-2015\)\)](#)

Jules Dufour

CANADA. 2011. *Investissements importants du MDN/FC*. Ottawa, Défense nationale et les Forces canadiennes. En ligne : <http://www.forces.gc.ca/site/pri/2/invest-fra.asp>

CASTONGUAY, Alec. 2009. *Cinq milliards pour l'armée de terre. Le gouvernement Harper confirme la modernisation de son parc de blindés*. Journal Le Devoir, le 9 juillet 2009. En ligne: <http://www.ledevoir.com/2009/07/09/258374.html>

CLICHE, Jean-François. 2017. *Chiche envers son armée, le Canada?* Journal Le Soleil, le 4 mai 2017, p. 6.

DUFOUR, Jules. 2008. *Canada: Course effrénée aux dépenses militaires*. Mondialisation.ca. Le 17 janvier 2008. En ligne: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=7826>

DUFOUR, Jules. 2009. *En pleine récession économique, de nouveaux blindés pour le Canada*. Mondialisation.ca. Le 13 juillet 2009. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/en-pleine-r-cession-conomique-de-nouveaux-blind-s-pour-le-canada/14347>

DUFOUR, Jules. 2011. *Des navires de guerre pour le Canada. Le réarmement du pays se poursuit dans l'indifférence*. Mondialisation.ca. Le 22 octobre 2011. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/des-navires-de-guerre-pour-le-canada-le-r-armement-du-pays-se-poursuit-dans-l-indiff-rence/27230>

DUFOUR, Jules. 2015. *Panorama géopolitique de l'Arctique en 2015: Le prélude d'une « longue » guerre froide se dessine*. Anti-k - l'Economie anti-capitaliste. Le 24 mai 2015. En ligne : <http://www.anti-k.org/2015/05/24/panorama-geopolitique-de-larctique-en-2015-le-prelude-d-une-longue-guerre-froide-se-dessine/>

DUFOUR, Jules. 2015. *Accueil des réfugiés syriens au Canada : Redorer l'image du Canada tout en poursuivant la militarisation dans la perspective des guerres Otan?* Mondialisation.ca. Le 4 décembre 2015, En ligne : <http://www.mondialisation.ca/accueil-des-refugies-syriens-au-canada-redorer-limage-du-canada-tout-en-poursuivant-la-militarisation-dans-la-perspective-des-guerres-otan/5493372>

DUFOUR, Jules. 2016. *Canada. Dix années de gouvernance conservatrice rétrograde et destructrice des valeurs canadiennes (2006-2015)*. Mondialisation.ca. Le 25 janvier 2016, En ligne : <http://www.mondialisation.ca/canada-dix-annees-de-gouvernance-conservatrice-retrograde-et-destructrice-des-valeurs-canadiennes-2006-2015/5503571>

DUFOUR, Jules. 2016. *Le Canada participe à l'exercice militaire «Rim of Pacific (Rimpac)». La politique de défense du régime conservateur se poursuit*. Mondialisation.ca. Le 20 juillet 2016. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/le-canada-participe-a-lexercice-militaire-rim-of-pacific-rimpac-l-a-politique-de-defense-du-regime-conservateur-se-poursuit/5536748>

DUFOUR, Jules. 2016. *Le Canada s'active sur le marché mondial de l'armement et sur les théâtres de guerre*. Mondialisation.ca. Le 5 août 2016. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/le-canada-sactive-sur-lemarche-mondial-de-larmement-et-sur-l-es-theatres-de-guerre/5539835>

DUFOUR, Jules. 2017. *Le retour des avions de combat du Canada dans l'espace aérien de la Syrie. Un autre acte de guerre*. Mondialisation.ca. Le 1er mars 2017. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/le-retour-des-avions-de-combat-du-canada-dans-lespace-aeri-en-de-la-syrie-un-autre-acte-de-guerre/5577472>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof. Jules Dufour](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Prof. Jules Dufour](#)

A propos :

Jules Dufour, Ph.D., C.Q., géographe et professeur émérite. Chercheur-associé au Centre de recherche sur la Mondialisation, Montréal, Québec, Canada.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca